



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le

19 novembre 2025

Nos réf. : SHM/MO/MT n° 25-316

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FRANZ KAMINSKI FRANCE SARL

Rue Gérard Schmitt - 52300 JOINVILLE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 octobre 2025 dans l'établissement FRANZ KAMINSKI FRANCE SARL implanté rue Gérard Schmitt 52300 JOINVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANZ KAMINSKI FRANCE SARL
- rue Gérard Schmitt 52300 JOINVILLE
- Code AIOT : 0005701249
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site, anciennement SWFT, a été repris par la société FRANZ KAMINSKI FRANCE en 2016, pour une activité de dégazage, nettoyage et réparation de wagons citernes et autres wagons.

Suite à la perte de contrat avec le principal client du site, la société FRANZ KAMINSKI FRANCE a été placée en liquidation judiciaire sèche par jugement du 6 mars 2023. Le site est par conséquent en arrêt d'activité depuis cette date.

L'étude Berthelot et associés est en charge de cette liquidation judiciaire.

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Sites et sols pollués

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en sécurité wagons contenant du goudron solidifié	AP de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 1	Mesures d'urgence	21 jours pour les dernières mesures

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au droit de l'ancienne station de lavage des citernes :

- la présence d'une citerne non étanche, exposée aux intempéries, contenant des résidus pâteux pouvant s'apparenter à du goudron solidifié ou des résidus d'hydrocarbures,
- le niveau de remplissage très élevé des fosses de récupération associées contenant des eaux chargées d'hydrocarbures et autres produits présents sur site, ces fosses étant également exposées aux intempéries,

laissent craindre un risque de débordement et de pollution du milieu naturel rendant nécessaire la réalisation de mesures d'urgence en vue d'éviter, dans l'immédiat et à l'avenir, ces risques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité wagons contenant du goudron solidifié

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 1
Thème(s) : Autre, Mise en sécurité wagons contenant du goudron solidifié
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société FRANZ KAMINSKI FRANCE, représentée par son liquidateur judiciaire, la société BERTHELOT et Associés, est mise en demeure de respecter, pour son site de JOINVILLE, les prescriptions suivantes sur les parcelles AK 13, AK 14, AK 24, AK 34 de cette commune :</p> <p>[...]</p> <p>dans un délai de six mois à compter de la date de la notification du présent arrêté</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">mettre en sécurité les wagons contenant du goudron solidifié en faisant réaliser au préalable des essais de faisabilité pour valider la méthodologie de curage des déchets de goudrons et le coût des travaux.
<p>Constats :</p> <p>Le 29 octobre 2025, l'inspection des installations classées a reçu un signalement concernant le risque de débordement de fosses contenant des eaux chargées notamment d'hydrocarbures à proximité immédiate de la rivière de la Marne.</p> <p>L'inspection des installations classées s'est rendue sur le site le jour même et a constaté, au niveau de l'ancienne station de lavage des citernes, que :</p> <ul style="list-style-type: none">la citerne, située initialement sur son socle constitué de massifs en béton et de poutres métalliques, avait été déplacée et se trouvait désormais posée sur les rails desservant l'ancienne station de lavage,cette citerne :<ul style="list-style-type: none">remplie environ à un tiers de sa capacité (capacité totale de l'ordre de 35 m³), contient des résidus pâteux pouvant s'apparenter à du goudron solidifié ou des résidus d'hydrocarbures,est ouverte sur sa partie supérieure, l'exposant aux intempéries,ne présente pas des garanties d'étanchéité suffisantes car les vannes situées en partie basse de cette citerne sont soit ouvertes (pas de vis relevé), soit défectueuses, compte tenu par exemple des chiffons imbibés d'hydrocarbures situés à la sortie de ces vannes,les fosses présentes au niveau des deux voies ferrées d'une part et au centre de l'ancienne station de lavage d'autre part, sont exposées aux intempéries compte tenu du démontage de la structure métallique présente initialement au droit de cette installation (comme déjà constaté lors de la dernière visite d'inspection du 26 août 2025) et contiennent des eaux chargées en hydrocarbures et autres produits présents sur site,par rapport au constat réalisé lors de la dernière visite d'inspection du 26 août 2025, le niveau d'eaux chargées dans les fosses a augmenté compte tenu notamment des épisodes pluvieux recensés entre temps,la hauteur de réserve avant le débordement de la fosse la plus proche de la rivière de la Marne, située à environ 10 m, était d'environ 5 cm,le volume présent dans ces fosses a été estimé à au moins 15 à 20 m³.

Tous ces éléments, combinés aux prévisions météorologiques de la nuit du 29 au 30 octobre et du week-end des 1^{er} et 2 novembre, laissent craindre un risque imminent d'accumulation supplémentaire d'eaux chargées dans les fosses et leur débordement avec le risque associé de pollution du milieu naturel (sol, eaux souterraines, eaux superficielles), justifiant la prise de mesures d'urgence en vue d'éviter ce risque de pollution dans l'immédiat et à l'avenir.

Dans l'attente de la mise en œuvre de ces mesures d'urgence, l'inspection des installations classées a fait appel aux pompiers pour sécuriser le site dans l'attente de la mise en œuvre des mesures d'urgence.

Ces derniers, se basant sur les faibles odeurs émises par les effluents ainsi que sur des analyses de COV dans l'air à proximité indiquant des concentrations faibles de ces substances, ont conclu à la possibilité d'attendre le lendemain pour mettre en œuvre des mesures adaptées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en œuvre les dispositions de l'arrêté préfectoral portant prescription de mesures d'urgence en vue d'écarter le risque de pollution du milieu naturel et d'éviter à nouveau l'accumulation d'eaux chargées dans les fosses de l'ancienne station de lavage de citernes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 21 jours pour les dernières mesures

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°1 : Mise en sécurité wagons contenant du goudron solidifié



Citerne, déplacée de son socle (visible au second plan), sur les rails



Fosse à proximité de la Marne menaçant de déborder



Autres fosses de l'ancienne station de lavage